

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2018

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 18 pages numérotées de 1/18 à 18/18.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 11/18 à 14/18.
- Économie approfondie, pages numérotées de 15/18 à 18/18.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les analyses en termes de classes sociales peuvent-elles rendre compte à elles seules de la structure sociale actuelle ?

DOCUMENT 1

Quelques indicateurs sur le niveau de vie* depuis 1996 en France
Montants annuels en euros constants 2014

	1996	2002	2008	2010	2012	2013	2014
Niveau de vie médian	17 280	19 150	20 370	20 200	20 120	20 100	20 150
Niveau de vie moyen	19 610	22 200	23 730	23 820	23 670	23 270	23 270
1 ^{er} décile (D1)	9 190	10 680	11 290	10 970	10 670	10 790	10 770
9 ^e décile (D9)	32 270	36 230	38 140	37 890	38 070	37 380	37 260
Rapport interdécile (D9/D1)	3,5	3,4	3,4	3,5	3,6	3,5	3,5

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré à l'administration fiscale est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : d'après « France, portrait social », INSEE, 2016.

* Le niveau de vie correspond au revenu disponible en tenant compte de la composition du ménage.

DOCUMENT 2

La santé de la population s'est améliorée de façon remarquable au cours des dernières décennies, puisqu'en un siècle, nous avons gagné 30 ans de vie en plus. Néanmoins, cet état de santé moyen recouvre d'importantes disparités. À 35 ans, un cadre supérieur a encore 47 ans à vivre en moyenne, un ouvrier 41 ans : ces six ans de différence représentent plus que les progrès accomplis globalement sur l'espérance de vie en un quart de siècle. À âge égal, la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des bacheliers. Quel que soit le critère retenu, revenu, éducation, catégorie sociale, statut d'emploi..., les moins favorisés meurent plus prématurément. Dans cette vie plus courte, ils vivent également plus longtemps avec des maladies ou des incapacités. Ainsi, sur les 47 ans qui restent à vivre, en moyenne, à un homme cadre supérieur de 35 ans, celui-ci peut espérer vivre 34 ans sans aucune incapacité même légère, tandis que pour un ouvrier, ce seront 24 ans sur 41 au total. Pour les femmes, si l'écart d'espérance de vie entre cadres supérieures et ouvrières est deux fois moins important que pour les hommes (3 ans), la différence est plus proche pour l'espérance de vie sans aucune incapacité (8 ans). [...] Les écarts de mortalité entre groupes sociaux s'observent pour la plupart des pathologies. Ils sont particulièrement élevés pour certaines d'entre elles : un homme ouvrier a deux fois et demie plus de chances de mourir d'un AVC avant 65 ans qu'un cadre, un non diplômé 4,4 fois plus de chances de décéder d'un cancer des voies aéro-digestives supérieures qu'un bachelier. Les cancers contribuent, globalement, à 40 % des écarts de mortalité entre les deux niveaux d'éducation, les maladies cardiovasculaires à un tiers. Pour les femmes, ce sont ces dernières qui contribuent le plus à la surmortalité des non diplômées (pour 40 %), devant les cancers.

Source : « Les inégalités de santé », Dominique POLTON, *Cahiers français*, 2015.

DOCUMENT 3

Sentiment d'appartenance à une classe sociale (en %)

« Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ? Et, si oui, laquelle ? »

Sentiment d'appartenance	1966	2001	2002	2010	2015
Non	39	46	47	36	35
Total Oui	61	54	53	64	65
La classe bourgeoise	4	2	2	3	1
Les classes dirigeantes	-	-	0	-	0
Les cadres	1	3	3	2	3
Les classes moyennes	13	27	22	38	38
La classe ouvrière	23	9	14	6	6
Les travailleurs, les salariés	3	2	2	1	3
Les paysans, les agriculteurs	3	1	1	1	0
Les commerçants	1	-	1	-	0
Les pauvres	3	1	1	2	3
Autre	8	6	5	10	11

Source : « L'état de l'opinion », TNS-Sofres, 2016.

Note : en raison des arrondis la somme des données d'une même colonne ne correspond pas toujours exactement au « Total Oui ».

DOCUMENT 4

Statut d'emploi et type de contrat selon le sexe et l'âge en 2016 (en %)

	Âge			Sexe		Ensemble
	15 - 24 ans	25 - 49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	
Non-salariés	2,7	10,5	16,9	8,4	15,0	11,8
Salariés	97,3	89,5	83,1	91,6	85,0	88,2
Total	100	100	100	100	100	100
Parmi les salariés :						
- Contrat à durée indéterminée*	44,0	87,5	92,8	85,1	85,4	85,3
- Contrat à durée déterminée	32,1	9,5	5,9	12,3	8,6	10,5
- Apprentis	16,6	0,3	0,0	1,1	2,1	1,6
- Intérim	7,2	2,7	1,2	1,5	3,8	2,7
Total	100	100	100	100	100	100

* Y compris les fonctionnaires.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.

Source : d'après l'INSEE Première, mai 2017.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Expliquez deux limites de la mesure de la mobilité sociale. (3 points)
2. Vous montrerez l'intérêt de la notion de segmentation du marché du travail pour rendre compte de la spécificité de la relation salariale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez les inégalités face à la pauvreté qu'il met en évidence.

Taux de pauvreté selon l'âge et le sexe pour un seuil de pauvreté monétaire fixé à 60 % du revenu médian

En %								
Tranche d'âge	2008		2010		2012		2014	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Moins de 18 ans	17,3	17,4	19,2	20,0	19,8	19,4	19,1	20,6
18 à 29 ans	15,4	17,9	16,1	19,5	18,7	20,5	18,3	21,2
30 à 49 ans	10,1	12,5	11,2	13,7	11,2	13,8	11,6	14,2
50 à 59 ans	10,3	11,2	11,5	12,0	10,9	11,9	11,8	12,8
60 à 74 ans	7,7	8,2	8,5	9,1	7,5	7,4	7,7	7,0
75 ans et plus	8,8	15,1	8,9	14,1	7,7	11,0	7,0	10,0
Ensemble	12,2	13,8	13,3	15,0	13,4	14,3	13,4	14,7
Personnes pauvres (en milliers)	3 562	4 274	3 921	4 697	3 999	4 540	4 046	4 714

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que différents mécanismes sont susceptibles d'engendrer des crises économiques.

DOCUMENT 1

Évolution d'indicateurs économiques, aux États-Unis, en France et au Japon (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance du PIB réel en %							
États-Unis	- 0,29	- 2,78	2,53	1,60	2,22	1,68	2,37
Japon	- 1,09	- 5,42	4,19	- 0,12	1,50	2,00	0,34
France	0,20	- 2,94	1,97	2,08	0,18	0,58	0,95
Taux de chômage, en %							
États-Unis	5,80	9,30	9,60	8,90	8,10	7,40	6,20
Japon	4,00	5,10	5,10	4,52	4,30	4,00	3,60
France	7,48	9,15	9,30	9,25	9,81	10,35	10,31
Taux d'inflation, en %							
États-Unis	1,96	0,76	1,22	2,06	1,84	1,62	1,79
Japon	- 0,98	- 0,61	- 1,90	- 1,67	- 0,76	- 0,33	1,75
France	2,38	0,10	1,08	0,94	1,16	0,78	0,58
Dettes publiques en % du PIB							
États-Unis	64,03	76,32	85,60	90,18	94,40	96,61	97,11
Japon	139,80	158,42	161,60	177,49	185,12	187,42	193,43
France	64,90	73,84	76,48	79,71	89,00	89,79	97,67
FBCF*, variation annuelle en %							
États-Unis	- 4,84	- 13,07	1,12	3,70	6,27	3,05	4,24
Japon	- 3,79	- 9,74	- 1,59	1,66	3,54	4,93	2,88
France	0,85	- 9,07	2,08	2,07	0,23	- 0,81	- 0,34

Source : Banque Mondiale, 2017.

* FBCF : Formation Brute de Capital Fixe. Il s'agit des dépenses d'investissement réalisées par les agents économiques. C'est une mesure de l'investissement.

DOCUMENT 2

L'économie est constamment affectée par des chocs sur la demande globale, sur l'offre globale, ou sur les deux. Ces chocs peuvent provenir de changements dans la consommation venant d'une modification de la confiance des consommateurs, de changements dans l'investissement, de changements dans les choix de portefeuilles*, de changements dans la productivité du travail, etc. Ils peuvent également venir de changements dans la politique : l'introduction d'un nouvel impôt, un nouveau programme d'investissement dans les infrastructures, la décision de la banque centrale de combattre l'inflation par une politique monétaire stricte.

Chaque choc a des effets dynamiques sur la production et ses composantes. Ces effets sont appelés mécanismes de propagation du choc. Les mécanismes de propagation sont différents selon les divers chocs. Les effets sur l'activité peuvent être plus importants au début, puis décroître au cours du temps, voire disparaître. Certains chocs ont des effets même à long terme. C'est le cas de tous les chocs qui ont un effet permanent sur l'offre globale, comme une hausse persistante du prix du pétrole.

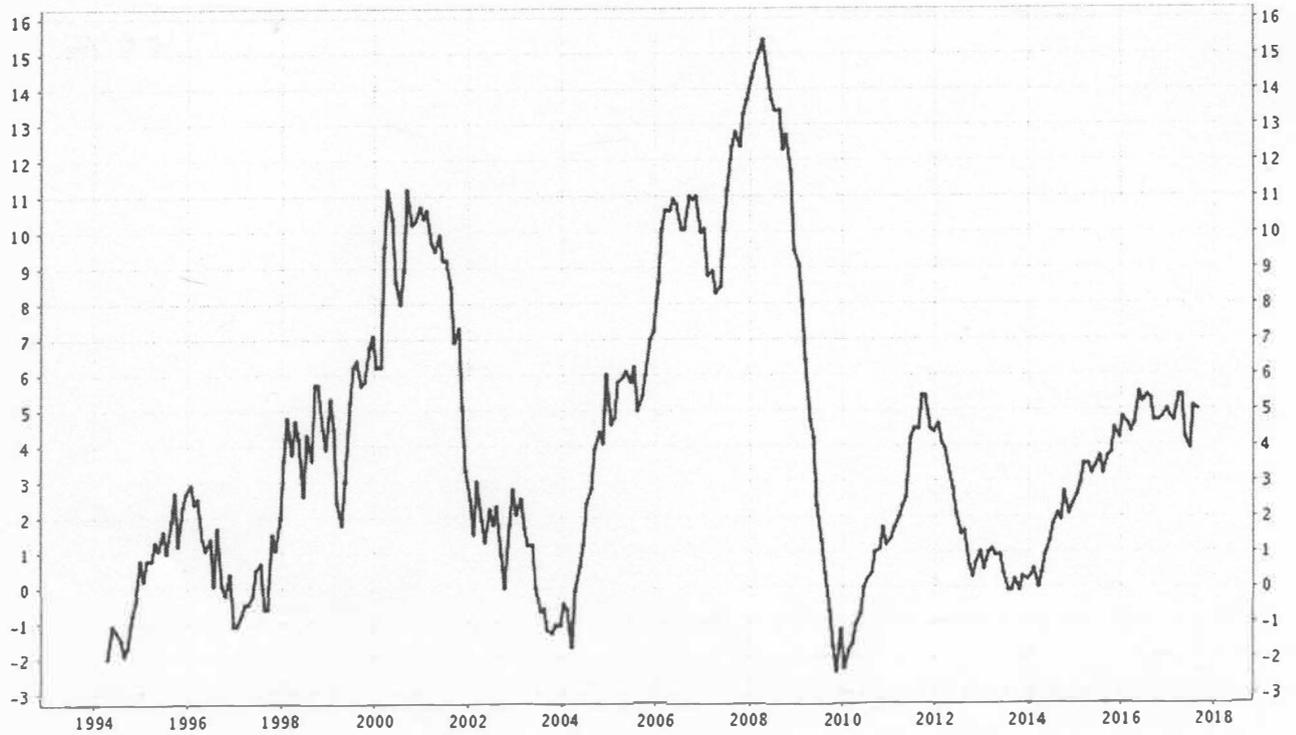
Les fluctuations de la production sont dues à l'apparition constante de nouveaux chocs dont chacun a son propre mécanisme de propagation. De temps en temps, les chocs sont tellement mauvais ou se combinent tellement mal qu'ils engendrent une récession. Ainsi, aux États-Unis, les deux récessions des années 1970 étaient dues à la hausse du prix du pétrole ; la crise du début des années 1980 était due à un changement brutal de la politique monétaire ; la crise du début des années 1990 était due avant tout à une baisse de la confiance des ménages. Ce que l'on appelle les fluctuations économiques correspond au résultat de ces chocs et de leurs effets dynamiques sur la production.

Source : *Macroéconomie*, Olivier BLANCHARD et Daniel COHEN, 2009.

* Les choix de portefeuilles correspondent ici à l'affectation de l'épargne financière.

DOCUMENT 3

Crédits aux entreprises en France, de 1994 à 2017
(taux de variation annuel, en %)



Source : Banque de France, 2017.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Présentez les freins à la parité femmes - hommes dans la compétition politique.

DOCUMENT 1

Tout d'abord, [les femmes] sont moins présentes que les hommes dans les partis politiques qui envoient des élus en nombre dans les Assemblées [...]. Les hommes, en s'y maintenant, ont plus de chances de gravir les échelons et de se retrouver à des postes décisionnaires, dans des groupes ou comités distribuant les investitures quand arrivent les échéances électorales. [...]

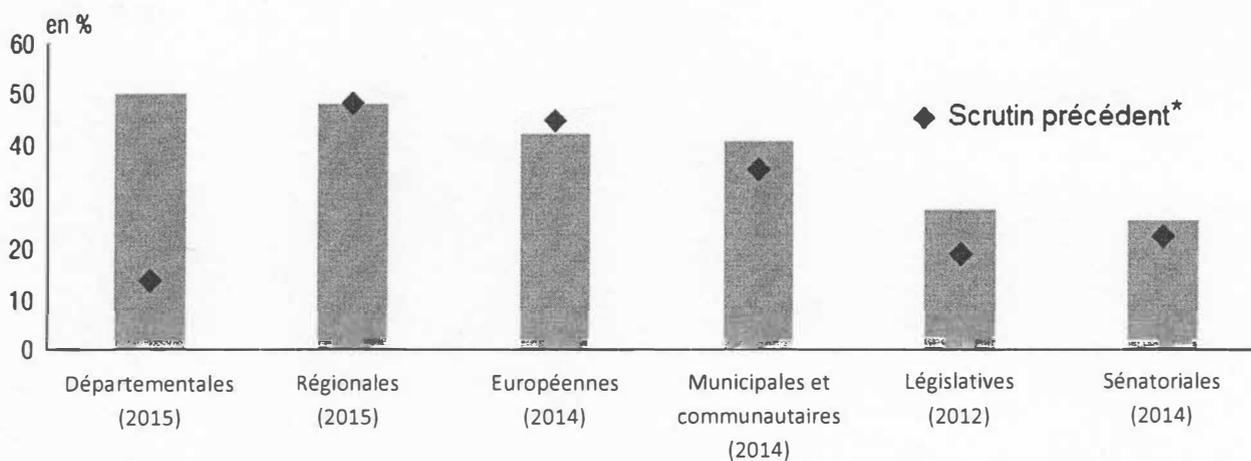
Ces réserves sont cependant loin d'expliquer les lenteurs encore observées aujourd'hui. [...] Autre façon de céder au différencialisme* excluant : considérer que les femmes souhaitant des responsabilités politiques doivent « se former ». [...] En d'autres termes, on fait aux femmes des procès d'incompétence qu'on ne mène jamais quand il est question des hommes. Comme si ceux-ci disposaient dès leur naissance d'un gène de la politique absent dans l'autre moitié de la population.

Source : « La Parité, de la France au monde », Janine MOSSUZ-LAVAU, 2017.

*attitude qui consiste à faire des différences, ici liées au genre.

DOCUMENT 2

Part des femmes élues aux différentes élections en France



* Il s'agit de la part des femmes élues à l'issue, respectivement, des élections cantonales 2011, régionales 2010, européennes 2009, municipales 2008, législatives 2007 et sénatoriales 2011.

Champ : France.

Source : INSEE Références, 2017.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez que les répertoires d'action politique se sont diversifiés.

DOCUMENT 1

La manifestation constitue un moyen de pression à l'égard du pouvoir politique. Il existe plusieurs types de manifestations : manifestation de travailleurs organisée par des syndicats, manifestation de soutien à une cause internationale, manifestation d'un groupe minoritaire militant pour la reconnaissance de ses spécificités et de ses droits. [...]

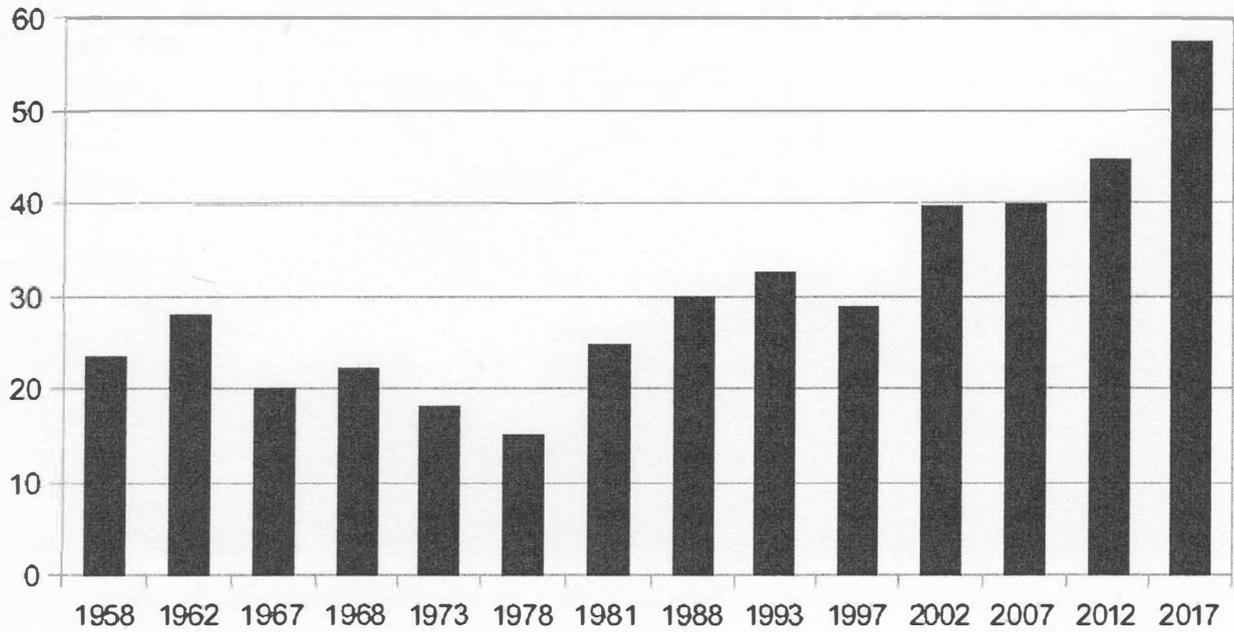
Il est à noter que de nouveaux modes d'action collective apparaissent ces dernières années : on peut citer par exemple le mouvement des Indignés (qui s'est rassemblé pendant plusieurs mois à la *Puerta del Sol* à Madrid en 2011), le mouvement *Occupy* se réunissant à Wall Street à New York, les *flash-mob* anticonsuméristes* aux États-Unis... Ces mouvements ont en commun des caractéristiques comme [...] l'absence de référence à un ou des partis politiques, la volonté d'incarner la "démocratie réelle" (en opposition à la démocratie représentative), des revendications portant la plupart du temps sur une exigence de changement de société et de valeurs... Ces mouvements semblent avoir eu un moindre retentissement en France.

Source : « En manifestant », www.vie-publique.fr, 2013.

*flash-mob anticonsuméristes : rassemblements non durables d'opposants à la société de consommation.

DOCUMENT 2

Taux d'abstention au second tour des élections législatives en France depuis 1958, en % des inscrits



Source : d'après Ministère de l'Intérieur, 2017.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Quels problèmes la sélection adverse et l'aléa moral posent-ils dans le financement du système de santé ?

DOCUMENT 1

Les avantages généraux de l'assurance maladie comme mode de financement des soins de santé n'impliquent pas que l'intérêt de ce contrat est évident pour tout individu. Le fait de s'assurer face au risque de maladie peut ne pas être avantageux [...]. La prime s'apparente évidemment à une perte pour la personne qui s'assure, tant que les conditions d'application de la garantie ne sont pas présentées.

Les individus rationnels n'acceptent de payer une prime d'assurance que parce qu'ils ne savent pas *a priori* s'ils seront ou non malades et qu'ils craignent d'avoir à faire face à une dépense qu'ils ne pourront financer seuls. S'ils connaissaient l'avenir, seuls ceux qui auraient à faire face à des problèmes de santé induisant des dépenses de santé supérieures à leur prime accepteraient de payer celle-ci. [...]

S'assurer contre la maladie peut apparaître comme une bonne affaire pour ceux qui savent qu'ils vont avoir besoin de soins [...]. L'assureur a rarement [...] le niveau d'information qu'a l'assuré sur sa propre santé, ce qui facilite le développement de comportements stratégiques éventuellement dommageables à la viabilité d'un régime.

*Source : La contractualisation dans les systèmes de santé,
Jean PERROT et Éric DE ROODENBEKE, 2005.*

DOCUMENT 2

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) en France

	Montants (millions d'euros)	
	2008	2015
Soins hospitaliers	75 396	90 790
Soins ambulatoires	89 302	103 777
- Soins de ville ¹	41 991	50 546
- Médicaments en ambulatoire	33 134	33 963
- Autres biens médicaux ²	10 812	14 677
- Transports de malades	3 365	4 591
Ensemble	164 699	194 567
CSBM en % du PIB	8,3	8,9
CSBM en % de la consommation effective des ménages	11,8	12,6

Source : DREES, comptes de la santé, 2016.

1 : Soins de ville : ensemble des prestations de soins dispensés par des professionnels de santé en dehors d'une hospitalisation ou d'un hébergement dans des établissements de santé ou médico-sociaux.

2 : Optique, orthèse, prothèse, VPH (véhicules pour handicapés physiques), aliments, matériels et pansements.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

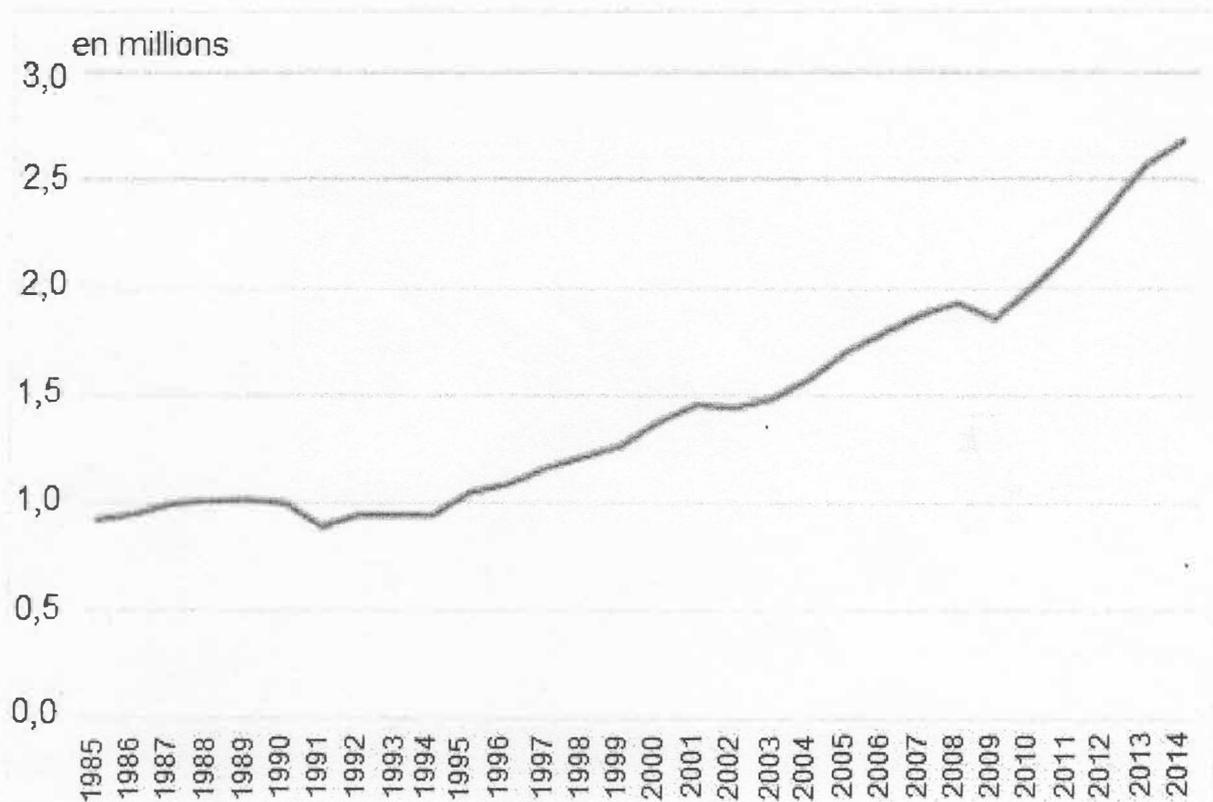
SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment les barrières à l'entrée peuvent-elles être à l'origine d'un pouvoir de marché ?

DOCUMENT 1

Demande de dépôts de brevets dans le monde (en millions)



Source : Trésor-Éco n° 193, 2017.

DOCUMENT 2

Les entreprises en place comptent sur leurs connaissances du marché, sur l'expérience, la force de la marque, ainsi que sur la confiance gagnée auprès de leurs partenaires pour contrer leurs nouveaux concurrents. [...]

La rareté des ressources et les contacts privilégiés avec les fournisseurs ou les distributeurs constituent des barrières à l'entrée. Les entreprises en place peuvent aussi confisquer les savoir-faire, ce qui implique pour le nouvel entrant de débaucher au prix fort.

Les industriels de la maroquinerie de luxe s'efforcent de sécuriser leurs approvisionnements en matières premières. Après [l'entreprise X], qui a racheté deux des principaux tanneurs de crocodile, [l'entreprise Y] a racheté, en 2011, [l'entreprise singapourienne Z], un des principaux fournisseurs en cuir de crocodile, pour un prix qui valait 20 fois les profits de l'entreprise. Cette acquisition permet de répondre à l'explosion de la demande de produits de luxe, qui fait grimper le prix des matières premières. Elle est aussi un moyen de renforcer sa position concurrentielle et de rendre plus difficile l'arrivée de nouveaux entrants.

Source : *Les stratégies de l'entreprise*, Frédéric LEROY, 2017.